

René Hans, le fondateur du cabinet d'expertise comptable et d'audit alsacien **Hans & associés**, poursuit sa tournée des acteurs incontournables du financement des entreprises. Son objectif : les convaincre de renflouer le capital du fonds de solidarité des PME **Capital initiative**, qu'il a lancé en 1998. Après avoir rencontré mi-décembre **Philippe Braidy**, le président de **CDC entreprises**, **René Ricol**, commissaire général à l'investissement, et **Henri Jullien**, le DG de la **Banque de France**, il y a quelques jours, René Hans espère obtenir les 300 000 € nécessaires à la poursuite de l'activité de Capital initiative. Le fonds, qui a déjà prêté aux TPE à hauteur de 4 millions € d'emprunts, doit relever son capital pour pouvoir réemprunter. Plus de 100 dossiers de PME attendent encore de pouvoir en bénéficier.

Le CNB (Conseil national des barreaux) vient tout juste de faire partir les cartons d'invitation dans les QG de campagne des aspirants à l'Elysée. Les candidats ont été conviés à venir exposer leur programme le 30 mars, lors de l'assemblée générale de la conférence des bâtonniers, autour notamment de **Christian Charrière-Bournazel**, le président du CNB, de **Christiane Féral-Schuhl**, bâtonnier de Paris, et des présidents des syndicats de la profession.

DVTL communication se chargera de refondre le site Internet *Chemins de mémoire* pour le compte du ministère de la défense et des anciens combattants. Une commande d'un montant global de plus de 450 000 € qui permettra à l'agence de création et de communication digitale, connue commercialement sous le nom **Minit-L**, de dépasser son chiffre d'affaires 2010 (311 000 €). Dirigé notamment par **Thibaut Laurent**, diplômé de l'**École nationale supérieure des arts décoratifs**, Minit-L a déjà travaillé sur le site web du musée Rodin et du quai Branly.

■ Quand Head perd la tête

Le projet de création de l'école des Hautes études appliquées du droit patine. Les partenaires se désengagent et les oppositions se multiplient.

Ouvrira ? Ouvrira pas ? L'école des **Hautes études appliquées du droit** (Head), créée en septembre (LLA n°1524), connaît des débuts laborieux. Les polémiques risquent d'empêcher son ouverture, initialement prévue en septembre 2012. La première difficulté - et sans doute la plus importante - provient de l'**Université Paris 1-Panthéon Sorbonne**, qui a pourtant noué un partenariat avec cette école privée de droit des affaires internationales. Les oppositions sont telles que **Jean-Claude Colliard**, président l'université, a renoncé mi-janvier à présenter le projet au conseil d'administration. En cause notamment : ses frais d'inscription exorbitants - 10 000 euros pour chacune des deux premières années, et 40 000 € pour la troisième, un *Master of Law* aux Etats-Unis.

L'hébergement de Head pourrait aussi poser problème. Il est question de loger les 200 étudiants dans les locaux de la future **Ecole de formation au barreau** (EFB), qui se construit à Issy-les-Moulineaux. Mais certains ne l'entendent pas de cette oreille, trouvant le mélange des genres entre formation publique et privée contre nature. La situation est d'autant plus tendue que plusieurs initiateurs de Head souhaiteraient à terme voir leur école remplacer l'EFB, dont la légitimité et la qualité sont régulièrement remises en cause.

■ Cala, le Pôle emploi des ministères

Le chasseur de tête Cala adapte le profil des membres des cabinets ministériels au secteur privé. Une activité en plein essor à deux mois des scrutins.

Un vrai défilé ! De quelques uns par mois, les CV de membres de cabinets ministériels sont désormais plusieurs par semaine à parvenir à la société de recrutement **Cala Partners**. La caractéristique de ces énarques, polytechniciens ou "simples" diplômés de **Sciences-Po** ? "Ils sont lessivés !", explique **Michel Font**, cofondateur du cabinet avec **Stéphane Romano**. D'où leur désir de rejoindre la normalité toute relative des postes à responsabilité du privé. "Les horaires y sont quand même moins fous. Et il y a plus de moyens, notamment humains, avec chauffeur et secrétaire...", a confirmé récemment à Michel Font un ancien du cabinet de **Brice Hortefeux** passé secrétaire général d'un grand groupe.

Le transfert n'est pas pour autant évident. Et dans le contrat signé avec ses clients, Cala a bien souvent pour mission de reformater les impétrants. Dans le cadre de son département *Leadership Empowerment*, le cabinet les aide à sortir des discours trop technocratiques, à apprendre les rudiments de la communication en réunion d'entreprise, ne pas braquer les syndicats dès la première phrase... voire apprendre à sourire ! L'offre a pris de l'ampleur depuis le lancement du cabinet en 2010, notamment dans les secteurs des biotechnologies, de l'assurance et du luxe. Au point que la société prévoit deux nouvelles embauches pour compléter son équipe de quatre personnes d'ici juin.

Eversheds a recruté l'avocat **Ramu Ramaswamy** pour étoffer le bureau parisien du cabinet d'affaires. Ce spécialiste des transactions pétrolières et gazières y rejoindra l'équipe menée par **Michael Brown**, le *Managing Partner* de l'office. Ramu Ramaswamy travaillait chez **Norton Rose** à Londres depuis quatre ans, après avoir œuvré chez **Freshfields Bruckhaus Deringer**.

Michel Mercier, le ministre de la justice, semble prendre son temps dans la polémique mettant en cause le fonctionnement d'une chambre correctionnelle de Nîmes. Deux magistrats y sont accusés d'avoir une attitude désobligeante envers les avocats et leurs clients, et d'aggraver systématiquement les peines rendues en première instance. Le **Conseil national des barreaux** (CNB), soutenu par le **Syndicat de la magistrature** (SM), a demandé une inspection. Mais Michel Mercier fait le dos rond. Cette défense silencieuse de la place Vendôme agace jusqu'à l'**Union syndicale de la magistrature** (USM), pourtant solidaire des juges incriminés, et qui a écrit un courrier au garde des Sceaux le 17 février lui demandant de trancher.

Boris Ravignon, conseiller de l'Elysée et candidat de l'**UMP** aux législatives en Champagne-Ardenne, et **Philippe Bies**, vice-président **PS** de la **Communauté urbaine de Strasbourg** et candidat en Alsace, ont un point commun. Pour le cabinet de lobbying **Séance publique**, ces hommes sont deux des trente "valeurs montantes" en politique. La société de conseil en affaires publiques les a distingués en s'appuyant sur les travaux de sa cellule de veille, constituée en vue des prochains scrutins. Séance publique s'est aussi penché sur le sort des ministres du gouvernement de **François Fillon** : si 24 d'entre eux sont candidats aux législatives, cinq devraient retrouver leur siège de sénateur, tandis que trois pensent quitter la vie politique.